



Distanciation physique à Dolores Park, à San Francisco (mai 2020) © Christopher Michel CC-BY-2.0

/ Oser un doute moteur

Exprimer le doute ! Rassurant ou inquiétant ?

Par Ariella Masbounji, architecte urbaniste, Grand Prix de l'urbanisme 2016

L'ère du coronavirus ravive le débat en mettant en scène médecins et scientifiques qui expriment le plus souvent avec clarté et sincérité leurs rares certitudes et nombreux doutes, amenant les animateurs vedettes du petit écran à un changement de culture, habitués qu'ils sont aux politiques qui ont réponse à tout. Cela réveille les agacements que peuvent avoir les urbanistes, mais aussi les citoyens à l'égard d'élus locaux décrivant leurs projets de manière fermée et autosatisfaite, affirmant maîtriser l'ensemble des questions auxquelles ils sont soumis. Le Mipim¹ est une vitrine particulièrement illustrative de cet exercice des édiles, de leurs services, mais aussi des aménageurs, montrant un monde rêvé où les projets sont à foison pour affronter toutes sortes de situations. Comment y croire, alors que les enjeux entrent le plus souvent en contradiction les uns avec les autres et que l'avenir est, ô combien, incertain !

Accepter d'exprimer le doute, les contradictions entre les enjeux, les désirs et les moyens de les accomplir, laisser ouverts une programmation, un projet, n'est pas généralement de mise chez les élus, bien que les incertitudes soient croissantes. Une des rares exceptions, assez sidérante, fut d'entendre Alain Juppé, alors maire de Bordeaux, avouant en public qu'aussi acquis soit-il à réaliser une ville durable, aussi perplexe était-il sur les moyens d'y parvenir tant les savoirs étaient balbutiants et les propos contradictoires. Et pour cause ! À l'instar des balbutiements d'explicitation du traitement du Covid, il reste à la fois à conforter un savoir encore incertain sur le durable et à penser les processus de manière plus systémique, plus coordonnée, plus efficace.

Et pourtant, si les décideurs partageaient leurs doutes, ils seraient assurément mis en cause par la presse, mais aussi par les citoyens, qui les accuseraient de ne pas savoir où ils vont. Il en a bien été de même lorsque les annonces gouvernementales ne donnaient pas de date et de dispositions certaines pour le retour de pratiques d'avant le Covid-19. Ce refus du doute des décideurs de la part du citoyen s'oppose pourtant à une véritable appétence pour la participation aux décisions et la coproduction des projets. Ce qui ne se conjugue pas bien avec l'attente d'un propos affirmé de la part des édiles.

Le Covid-19, débattu sur tous les écrans, a suscité l'expression de doutes permanents de la part des scientifiques et des médecins, avouant pour la plupart l'état étique des connaissances et l'imprévisibilité du comportement du virus, notamment sa durée de vie, l'incertitude sur les

traitements, le futur vaccin, etc. Et, surprise, la crédibilité des scientifiques s'en est accrue et leurs quelques certitudes sont apparues rassurantes – contrairement à quelques affirmations péremptoires de certains sur le traitement, les tests et le port du masque. Toutefois, quand le politique a tenté d'exprimer le doute, il n'en a pas été de même. Il a été honni pour ne pas apporter des réponses claires, tout en étant aussi rejeté quand il les apportait. Comment concilier en France le goût du pouvoir régalien avec celui de la conversation, de la recherche partagée, de la coproduction, de la réflexion collective ? Pour l'urbanisme de demain, l'agilité est pourtant de mise, avec l'art de tester, d'évaluer, de revenir sur l'ouvrage, d'accueillir des initiatives ; les édiles ont cependant le pouvoir de décider, car, soumis au suffrage universel, ils seront tenus responsables des décisions. Garder le cap de la vision du devenir d'un territoire est possible, tout en rectifiant constamment la trajectoire pour tenir compte de la créativité de la société civile, des évolutions inattendues des comportements sociaux et du marché. Le

Le Covid rétablit des priorités nous rappelant que l'avenir est loin d'être écrit

Covid rétablit des priorités nous rappelant que l'avenir est loin d'être écrit, qu'il exige de chacun un engagement, un partage des responsabilités.

L'élue peut-il admettre qu'il ne fait qu'émettre des orientations, proposer des projets et espérer que ses valeurs puissent gagner la bataille, quelles que soient leurs traductions dans le réel ? Certains urbanistes et penseurs pourraient aussi en prendre pour leur grade, mutés en prédicateurs condamnant la ville dense qui aurait trahi ses habitants (!), oubliant les bienfaits de celle-ci. Le Covid-19 donne peut-être des chances à tous les territoires, à la ville dense plus amicale aux mobilités douces, intégrant plus de nature, jouant davantage la proximité, comme aux territoires oubliés densifiant leur patrimoine offert à une vie urbaine plus aisée avec l'extension du télétravail, et à la campagne plus protégée qui assurerait mieux l'autonomie alimentaire des métropoles, la biodiversité, etc.

Sortir du raisonnement binaire si français ne serait pas du luxe, ouvrant les champs d'un débat moins doctrinaire développant l'art de composer avec le réel et d'accepter l'erreur pour rectifier constamment le tir. Le Covid, qui nous accompagnera encore un moment, peut-il aider à ce que la chère et irremplaçable démocratie européenne devienne plus adulte, en acceptant le partage du fardeau entre édiles, sachants et société civile ? // Ariella Masbounji

¹ Marché international des professionnels de l'immobilier.

/ La revanche du périurbain ?

Un éclairage à partir de la situation de l'Île-de-France.

Par Catherine Barbé, directrice des partenariats institutionnels de la Société du Grand Paris

Avec la pandémie, la ville dense a soudain été perçue comme dangereuse : capacité insuffisante des équipements de santé, transports en commun saturés, suroccupation des appartements. Habiter en centre-ville a perdu beaucoup de ses attraits : l'accès aux espaces publics a été fortement restreint et les aménités urbaines liées à la centralité, restaurants, cafés, cinémas, théâtres, musées, salles de concert ont été fermées. Même si elles sont de nouveau ouvertes, leur offre restera réduite et leur fréquentation facteur d'anxiété. Disposer d'un jardin, ou au moins d'un balcon, et d'un logement d'une superficie importante et modulable est un luxe par temps de pandémie. Le télétravail devient un atout pour ceux qui habitent dans des maisons individuelles loin des quartiers d'affaires s'ils ne doivent plus se rendre au bureau quotidiennement, mais seulement avec une fréquence réduite, hebdomadaire, par exemple. Les étudiants sont aussi passés au télétravail, et ce mode d'enseignement sera probablement en partie maintenu, car il offre des possibilités pédagogiques intéressantes et limite, là aussi, les déplacements.

Dès lors, les avantages comparatifs de la centralité urbaine qui s'étaient développés ces dernières décennies, sans cependant réduire totalement l'attrait pour l'habitat périurbain et les espaces ruraux proches des villes, ces avantages, en disparaissant ou en étant durablement fragilisés, rendent l'habitat périphérique et pavillonnaire encore plus attractif.

Mais quelle peut être l'ampleur de ce phénomène et sa durée, quels effets structurels peut-il avoir sur le marché immobilier, sur l'urbanisme et sur l'aménagement du territoire ?

Essayons de l'éclairer à partir de la situation de l'Île-de-France. L'ampleur du phénomène pavillonnaire,

aujourd'hui comme hier, reste finalement assez limitée : dans la Métropole du Grand Paris, les logements individuels ne représentent que 13 % des 3,7 millions de logements, même s'ils occupent 40 % de la surface au sol consacrée à l'habitat. Dans l'ensemble de la région Île-de-France, les maisons individuelles ne représentent qu'un peu plus du quart des logements. Mais dans la grande couronne, plus de la moitié des logements sont des maisons individuelles.

Le développement de cet habitat individuel est limité depuis plusieurs décennies par le Schéma directeur de la Région Île-de-France, en raison notamment de la consommation d'espaces naturels qu'il génère. En outre, le développement de l'habitat pavillonnaire en périphérie a rencontré ses propres limites : il est trop éloigné des emplois et la durée des déplacements pour les rejoindre est trop importante. Aussi, plus on s'éloigne des zones d'emploi essentiellement concentrées dans le cœur de l'agglomération et des points d'accès au réseau de transports en commun lourds, plus la densité d'habitants se réduit.

LES SOUHAITS DES MÉNAGES

La confortation du télétravail, la réduction des avantages comparatifs des zones urbaines centrales en termes d'accessibilité et d'aménités urbaines, par rapport aux zones périphériques et rurales, et le besoin d'un habitat offrant pour le même prix davantage de surface utile, des espaces libres et un environnement naturel moins pollué risquent de modifier durablement les souhaits des ménages.

Si cette demande se confirme, faut-il y répondre et comment ? La confirmation de la demande va nécessairement porter sur le stock existant

et contribuer à renchérir les prix des maisons individuelles en première couronne, ils sont déjà élevés, et dans le reste du territoire régional. En effet, quelle que soit la dynamique de la construction de logements, elle ne produit généralement pas beaucoup plus de 1 % de logements supplémentaires par an par rapport au stock existant. C'est une nouvelle qui peut être positive pour les lotissements pavillonnaires les plus éloignés et les résidences secondaires dont les prix avaient tendance à baisser ces dernières années et le marché devenir atone. Une sorte de « revanche » des « gilets jaunes ».

On peut aussi penser que les villes du Grand Bassin parisien comme Dreux, Chartres, Beauvais..., bien reliées en train à Paris, pourront peut-être bénéficier de ce regain d'intérêt.

Les professionnels de la construction vont certainement s'intéresser à ces nouveaux marchés et chercher à développer des produits immobiliers dans ces territoires. L'idéal serait qu'ils puissent combiner installation « à la campagne » et une certaine densité par des formes urbaines, telles que les maisons de ville, afin de ne pas artificialiser trop de nouveaux terrains. La crise sanitaire sera peut-être suivie d'une crise environnementale et l'accessibilité des nouveaux quartiers et de leurs aménités urbaines, écoles, crèches, commerces et, peut-être, espaces de coworking, devra pouvoir être facilement assurée à pied et à vélo pour ces nouveaux ruraux.

Toutefois, il est probable que les sites les plus attractifs resteront ceux dont l'accessibilité en transports en commun lourds sera toujours relativement facile, même si le sujet des temps de transport deviendra moins discriminant si les employés ne sont pas obligés de se rendre dans leur entreprise plus souvent qu'une ou deux fois par semaine. / Catherine Barbé

/ Un imaginaire métropolitain

Une politique de santé ancrée dans les métropoles sera un facteur de résilience.

Par Cynthia Ghorra-Gobin, géographe et urbaniste

Avec la pandémie de Covid-19, la polémique visant à opposer « territoires métropolitains » et « territoires non métropolitains » a été d'actualité, comme elle l'avait été lors de la mobilisation des « gilets jaunes ». Mais, au fond, comment définir les métropoles ? Et comment forger un imaginaire métropolitain ancré, du coup, dans une politique de santé ?

Les sciences sociales qui ont étudié l'impact de la mondialisation sur les villes ont, dans un premier temps, érigé le modèle de la « ville globale » ou « ville-monde », à la suite de Saskia Sassen. La hiérarchie urbaine était revisitée au profit des villes assurant le rôle de commandement dans les réseaux de l'économie globalisée et jouant de leur influence culturelle. Les chercheurs d'ONU-Habitat ont préféré insister sur le critère démographique et ont inventé la catégorie des métropoles de plus dix millions d'habitants : *megacities*. Ils ont également noté qu'elles étaient nettement plus nombreuses dans le *Global South* que dans le *Global North*.

LE RÔLE DES VILLES ET MÉTROPOLES SECONDES

De leur côté, la géographe Ann Markusen et l'historien Jerome Hodos ont choisi l'expression de « villes et métropoles secondes », pour signifier l'insertion d'un grand nombre de villes dans les flux de la mondialisation sans pour autant assurer un rôle de commandement. Ces dernières, bien qu'ayant un passé préindustriel et industriel, auraient réussi à restructurer leur économie en lien avec l'internationalisation du marché du travail. Cette différenciation entre « ville-monde » et « ville seconde » est intéressante pour rendre compte du positionnement de nombreuses villes européennes sur l'échiquier mondial. Si la métropole parisienne appartient à la catégorie « ville-monde », nos autres métropoles relèveraient de celle des « villes secondes ». Le chercheur Hodos précise que ces entités se caractérisent également par leur capacité d'innovation culturelle et politique. La régénération de Philadelphie aux États-Unis qu'il a étudiée est liée à la volonté politique de l'ensemble des communes de la vallée du Delaware de se doter d'une stratégie économique commune.

Si la dynamique de métropolisation marque une nouvelle étape de l'urbanisation en lien avec la mondialisation et permet d'attester de la résilience des « villes secondes », il est peut-être temps de prendre distance avec le débat franco-français sur la « métropole » et de construire un imaginaire associé à l'idée de résilience sanitaire. Celle-ci reposerait sur un système de santé non limité à l'offre de soins, même si cette dernière est jugée de qualité en

dépit des restrictions budgétaires¹. Pour de nombreux observateurs, l'État jacobin n'aurait pas intégré les dimensions sociale, culturelle et philosophique de la santé au profit d'une approche curative et scientifique centralisée. Il piloterait en quelque sorte un système à partir de l'offre de soins et non à partir de la demande de santé des populations. La crise sanitaire de Covid-19 aura en effet démontré la faiblesse de la prévention. Face à l'ensemble de ces critiques, nos métropoles pourraient contribuer à la revendication d'un système de santé décentralisé².

Il s'agit de reconnaître aux territoires métropolitains la capacité de s'approprier le principe de l'« urbanisme favorable à la santé » (UFS), un concept développé par l'École des hautes études en santé publique (EHESP³). En d'autres termes, la métropole intégrerait l'ensemble des déterminants de la santé urbaine (logement, mobilité, espaces verts, gestion des déchets, qualité de l'air) en lien direct avec tout projet d'aménagement. Cette politique volontariste s'inscrirait d'ailleurs dans les Objectifs du développement durable (ODD) et s'associerait au volet santé ONU-Habitat.

La métropole représente, en effet, une échelle territoriale pertinente pour imaginer une politique de santé dans la mesure où elle a une vision de l'ensemble de son territoire et souvent même des territoires adjacents. Elle mène, par ailleurs, d'importants programmes d'aménagement et d'équipement concernant les infrastructures de l'ensemble des services publics. Or, en dépit de la décentralisation, les villes et les métropoles n'ont encore que peu de pouvoir en matière de santé publique.

Nos métropoles ont été touchées, quoique de façon inégale, par la pandémie de Covid-19, du fait de la densité des contacts sociaux. Elles sont également jugées vulnérables parce qu'elles s'insèrent dans les flux de la mondialisation. Mais elles concentrent l'essentiel de l'offre hospitalière qui assure la prise en charge des malades présentant des formes graves du Covid, et si la recherche d'un vaccin relève de la mise en relation de chercheurs inscrits dans des réseaux internationaux, ces derniers sont inscrits dans des laboratoires métropolitains, Lyonbiopôle en est un exemple probant. Les métropoles n'ont pas dit leur dernier mot ! Et l'imaginaire métropolitain de résilience sanitaire ne se limitera pas au seul aménagement de pistes cyclables. / Cynthia Ghorra-Gobin

¹ Cf. l'entretien avec le président de l'Institut Santé, Frédéric Bizard, *Les Échos* (22 et 23 mai 2020).

² Cf. le dossier « Prendre soin des urbains » du n° 410 d'*Urbanisme*.

³ L'École des hautes études en santé publique a publié le guide *Agir pour un urbanisme favorable à la santé* en 2016.

/ Crépuscule des « global cities » ?

Le virus n'aura été rien d'autre qu'un catalyseur de tendances à l'œuvre.

Par Jean Haëntjens, économiste et urbaniste, observateur des stratégies urbaines

L'âge d'or des villes globales est-il derrière nous ? Il s'est ouvert avec le livre emblématique de Saskia Sassen, *The Global City* (1991), qui a donné envie à toutes les métropoles de faire partie du club des *Big Four* : New York, Londres, Tokyo, Paris. Il pourrait bien s'être clos au printemps 2020, lorsque le Covid-19 a désigné, sans appel, trois de ces villes comme les foyers parmi les plus actifs de l'épidémie. La corrélation entre surdensité et morbidité a alors profondément marqué les esprits. Quand est venu le temps du déconfinement, les citadins ont répugné à s'entasser dans des métros surpeuplés, le nez contre celui du voisin, la main collée à une barre empoignée des centaines de fois par d'autres mains. Les employés ont boudé les open spaces et décalé leurs horaires pour éviter ces ascenseurs bondés qui, dans les tours de bureaux, étaient désormais qualifiés de « caçes à virus ». Ceux qui ont accepté de reprendre ce *business as usual*, l'ont fait « la mort dans l'âme » (au sens littéral du terme). Beaucoup, depuis, ne pensent plus qu'aux moyens d'éviter le parcours quotidien du « Covid combattant ». Les cadres, populations motrices des villes globales, seront sans doute les premiers à trouver les réponses à ce nouveau défi. Certains ont déjà redéployé une partie de leur activité dans leur résidence secondaire. D'autres pourraient être attirés par ces métropoles intermédiaires où, parce que les prix de l'immobilier et les densités sont trois fois inférieures à ceux des mégapoles, il est encore possible de concilier activité, qualité de vie et santé. Les distances, plus courtes, permettront aux vélos, scooters électriques, patinettes, wheels, autres modes ludiques, d'y assurer près de la moitié des déplacements de personnes, comme à Copenhague. Le télétravail, étendu,

réduira la congestion. Nos métropoles provinciales pourraient alors devenir ces écocités frugales, saines, créatives, économes et connectées à leur campagne, dont rêvent depuis deux décennies les urbanistes. Et les grandes entreprises du CAC 40 pourraient finir par suivre l'exemple de Michelin, cette multinationale qui gouverne fort bien sa toile planétaire depuis Clermont-Ferrand. Leurs dirigeants redécouvriraient d'autant plus facilement les charmes de la vie provinciale que ceux de la capitale – théâtres, cocktails, vernissages et autres réceptions – seraient durablement mis en sourdine.

FIN DU CARBURANT FOSSILE

La corrélation, désormais avérée, entre maladies respiratoires et morbidité épidémique, renforcera la sensibilité des populations urbaines à la question de la qualité de l'air. Les maires de sensibilité écologique élus en 2020 pourraient prendre solidairement la décision d'interdire les véhicules à carburant fossile à partir de 2025 (décision déjà prise à Paris et Strasbourg pour le seul diesel). Le gouvernement tentera sans doute de s'opposer à cette décision, pour soutenir son industrie automobile, mais il aura du mal à tenir. Le « comité scientifique » expliquera que les poumons saturés de microparticules résistent moins bien aux virus respiratoires et la messe sera dite : la messe d'enterrement de la bonne vieille bagnole. Les villes moyennes, bientôt reliées aux métropoles provinciales par des navettes ferroviaires automatiques, pourraient alors reprendre des couleurs. Leurs centres historiques, hier paupérisés, deviendraient attractifs pour les populations œuvrant dans les métropoles provinciales. Grâce au télétravail partiel, Saumur, Niort ou Châteauroux sortiraient de l'oubli.

En fait, le virus n'aura été, dans cette affaire, rien d'autre qu'un catalyseur. Depuis quelques années déjà, un nombre croissant d'observateurs pressentent que le modèle de la mégapole sera difficilement compatible avec les exigences d'une transition écologique rapide. « Plus les villes sont grandes, et plus la capacité à organiser la production de biens collectifs devient complexe », expliquait en 2019 Patrick Le Galès¹. Et l'institut Momentum anticipait un effondrement de l'Île-de-France, avec le départ du tiers de ses habitants².

D'autres pays, bien sûr, continueront d'entasser les populations dans des mégapoles de plus en plus polluées et de moins en moins gouvernables. Mais à quel prix, et pour quel avantage ? Pour beaucoup, ce prix sera celui de la liberté. Pour concilier surdensité et santé, il n'y aura pas d'autre choix qu'une surveillance numérique sans relâche, assortie de contrôle facial. Entre Big Brother et la vie provinciale, les Français, épris de liberté, choisiront sans doute la seconde solution. Il y a bientôt trente ans que les stratèges du ministère de l'Environnement essayent de contenir la polarisation des richesses, la flambée des prix de l'immobilier, les pollutions aériennes, l'engorgement des réseaux de transport et la paupérisation des villes moyennes. Ce qu'ils ne sont pas parvenus à obtenir en affectant à ces causes des centaines de règlements et des centaines de milliards d'euros, quelques virus respiratoires, dont le Covid-19 n'est qu'un échantillon, pourraient bien le réaliser en une poignée d'années. / Jean Haëntjens (5 juin 2020)

¹ Patrick Le Galès, Avis de tempête sur les grandes villes, *Cahiers*, n° 176, Institut Paris Region, septembre 2019.

² *Biorégion 2050. L'Île-de-France après l'effondrement*, Institut Momentum, 2020.

/ Le refus de l'aveuglement

Après la pandémie, vers des villes et des territoires résilients en Méditerranée.

Par Bernard Valéro, ambassadeur, directeur général de l'Avitem¹

La crise mondiale du coronavirus a profondément interpellé la résilience des villes et des territoires, tandis que celle-ci sera centrale lorsqu'il s'agira d'affronter la prochaine crise que déclenchera la conjonction mortifère du réchauffement climatique et de la dégradation de l'environnement. À la différence du virus et face à cette prochaine crise, avec laquelle l'humanité a un dangereux rendez-vous, on ne pourra pas dire, cette fois, qu'on ne savait pas, alors que, pour sa part, le confinement ne sera pas la solution.

La pandémie questionne villes et territoires :

- De Wuhan à Milan, de Madrid à New York, les villes, les grands territoires urbains, auront tous été la scène où s'est joué l'essentiel du drame du Covid-19.
- À l'inverse, les territoires de l'arrière-pays et des zones rurales sont apparus comme les espaces-refuges, si l'on en juge par l'exode urbain en début de confinement, ou par le rôle qu'ils ont joué pour assurer une partie de l'alimentation de proximité.
- La mise en lumière des fêlures sociales, brutalement révélées par le confinement d'une population urbaine en grande précarité, par la fragilité des conditions de logement, par l'inégalité de l'accès au numérique, par la vulnérabilité des acteurs de l'économie informelle, par la tentation de l'enfermement des aînés.
- La généralisation du télétravail pour une partie significative d'actifs du secteur tertiaire qui pose, en termes innovants, l'organisation et la gestion du temps-espaces de travail, celles des mobilités domicile-travail, et celles de l'égalité de la desserte territoriale du numérique.
- L'amélioration, aussi rapide que sensible, des indicateurs environnementaux.
- L'impact virulent de la crise sur les petits commerces de proximité et de cœur de ville, souvent fragilisés depuis bien avant ce triste printemps 2020 par des décennies de développement de grandes surfaces et de centres commerciaux en périphérie des villes.
- La contribution essentielle du local et du territorial au chinage et à la mise en œuvre des solutions à une crise, au début du traitement de laquelle les États avaient joué, seuls, le premier rôle.

ENCAISSER ET SURMONTER LE CHOC

Face aux chocs climatique et environnemental qui les affecteront dans les quinze prochaines années, les villes et les territoires de la Méditerranée n'auront guère d'autre choix que de se mettre en mode résilience et d'encaisser, puis de surmonter le choc de la prochaine crise... qui a déjà commencé. Des sillons de réflexion esquissent les contours de cette résilience urbaine et territoriale.

- Une gouvernance revisitée autour d'une action collective des porteurs de responsabilité, publique-privée-civile et citoyenne :
 - une gouvernance transversale, pour connecter entre eux tous les compartiments, du logement aux transports, de l'environnement à l'économie ;
 - une gouvernance globale, afin d'appréhender tous les usages et tous les acteurs de la ville et des territoires ;
 - une gouvernance de projets.
- Une mobilisation, enfin, puissante, pour élever la nature et les solutions fondées sur la nature au rang de premier rempart face au changement climatique et à la mise en pièces de l'environnement.
- Un engagement collectif pour contrebattre les vulnérabilités économiques des centres-villes et sociales des périphéries (logement, services publics, sécurité, commerces de proximité, équipements culturels, économie circulaire, économie sociale et solidaire, etc.).
- Un métabolisme urbain d'autant plus résistant qu'il sera frugal dans l'utilisation des ressources (eau, énergie, foncier, déchets).
- Une remise à plat de la conception et des usages : de l'espace public, des mobilités, des équipements publics, du temps et de l'espace.
- Une correction de trajectoire en faveur d'un rééquilibrage des relations ainsi que des échelles entre centres urbains, mais aussi entre ceux-ci et les territoires de la plus ou moins proche périphérie.
- Une conception et un positionnement « offensifs » de cette résilience urbaine et territoriale en faveur du développement des pays méditerranéens : ceux-ci seront d'autant plus forts dans le grand jeu de la mondialisation qu'ils auront été préparés à surmonter les épreuves à venir.
- Une coopération régionale refondée, construite sur un logiciel partagé, afin d'éviter la tentation d'une Méditerranée réduite à quelques îlots de résilience.

À l'échelle méditerranéenne, le choc qui se dessine sera un défi majeur : il ne faudra pas attendre benoîtement qu'il commence au fin fond de la Chine, car ses prémices climatiques et environnementales sont déjà à l'œuvre *hic et nunc*. Il ne faudra pas non plus frileusement espérer le circonscrire à un seul territoire, car les 500 millions de Méditerranéens seront tous impactés. Il ne faudra pas enfin hâtivement recourir à des solutions seulement nationales, alors que ce sera par la coopération, par l'action et par la responsabilité collectives, et par la solidarité que se dessinera la résilience de la Méditerranée du futur. / Bernard Valéro

¹ Agence des villes et territoires méditerranéens durables.

/ Pour le pire ou le meilleur

Le débat autour des villes et du Covid-19 doit être recontextualisé dans une géographie urbaine mondiale.

Par Alexandre Grondeau, maître de conférences en géographie et aménagement (AMU)

Depuis que la cité s'est faite ville, que l'*urbs* et la *civitas* se sont superposés pour poser les fondements de l'alliage de la cité et de la citoyenneté, la ville a toujours compté ses opposants. De Pythagore et Épicure aux partisans du retour à la nature, en passant par les tenants de l'hygiénisme, le projet civilisationnel urbain a pu être qualifié de « pire des mondes possibles », de « monstruopole », de « monde barbare »... Les périodes de crise sont propices à la récurrence des discours anxio-gènes et excessifs, et la pandémie du coronavirus en est la dernière preuve. Les métropoles du monde entier se retrouvent ainsi soupçonnées d'être des vecteurs de viralité, à cause de leur densité de population. Fortement assimilées à la mondialisation dont elles sont les ramifications territoriales, elles se retrouvent dans une situation de coupables idéales. Au-delà de l'évidence que la proximité physique favorise le contact et donc la propagation du coronavirus, le jugement à charge doit être recontextualisé dans une géographie urbaine mondiale.

En premier lieu, il n'existe pas un modèle de ville unique, global et générique. La morphologie de la ville européenne est très différente de celle des mégapoles asiatiques ou des villes nouvelles moyen-orientales, spectaculaires et monumentales, et, dans la même perspective, assimiler la *suburbia* américaine aux mégapoles africaines serait une erreur. Il y a également depuis le début de la crise sanitaire de fortes divergences urbaines en ce qui concerne la diffusion du Covid-19. Entre la propagation exponentielle du virus dans la ville globale New York et le contrôle partiel de l'épidémie dans les cités-États asiatiques Singapour et Taïwan, il y a un monde, et des milliers de victimes.

Entre la ville de Bergame, épicerie de l'épidémie italienne, et Séoul, à la pointe de la gestion technologique de la crise, les réactions urbaines ne sont pas similaires. Et il y a fort à parier que les dynamiques de propagation du virus soient encore très différentes à Port-au-Prince, Kinshasa et Dubaï.

LA VILLE COMME PROJET SOCIÉTAL

Depuis son origine, et *a fortiori* depuis que le monde est devenu majoritairement urbain, la ville est un projet sociétal qui prend la forme que les politiques et les populations lui donnent. Les préoccupations économiques (nombre d'emplois et d'entreprises, compétitivité...), sociales (inclusion des populations pauvres, résolution des difficultés de logement...), culturelles (musées, manifestations, festivals...), environnementales (gestion des différents types de pollutions, du trafic routier...), sanitaires (nombre de lits d'hôpital pour mille habitants...) se retrouvent dans chaque ville, mais leur articulation, leur gestion ou leur priorisation dépendent essentiellement de la gouvernance urbaine et des choix politiques des citoyens-citoyens et de leurs représentants (quand les premiers peuvent se rendre aux urnes pour élire les seconds, ou quand ils le veulent bien).

À l'intérieur même des métropoles, les situations urbaines face à l'épidémie du coronavirus sont très différentes. Chacun comprendra les moindres difficultés à faire respecter un confinement strict dans des quartiers fermés où les propriétaires et locataires disposent de vastes appartements ou hôtels particuliers avec terrasses et petits jardins privés, par rapport à des cités HLM où la promiscuité des habitants est extrêmement élevée. Pour ne prendre que Paris et sa

banlieue, on mesure déjà des différentiels importants entre la Seine-Saint-Denis, très touchée en nombre de contaminés, et l'Ouest parisien. Il existe autant de villes qu'il existe de multiples manières d'être un urbain, un citadin, un citoyen ou un simple consommateur urbain. La relation des habitants à leur cité, à leur quartier, à leur rue, à leur immeuble dépend de multiples variables économiques, sociales, culturelles... La recherche d'anonymat comme celle d'échanges et de relations sont deux principes fondateurs de la ville qui peuvent apparaître paradoxaux au premier abord, mais qui se révèlent être deux facettes illustrant la complexité de l'étude de l'atmosphère urbaine et des proximités géographiques, organisationnelles et institutionnelles qui s'y déroulent.

LA VILLE COMME MIROIR

La ville est avant toute chose un miroir. Celui de notre société, de nos aspirations citoyennes quand elles peuvent s'exprimer, des rapports de force économiques qui s'y livrent, des solidarités qui s'y conçoivent, des préoccupations environnementales de notre temps. La ville est par essence politique, au sens où elle est un projet de vivre et d'avancer ensemble. Elle n'est pas responsable des dysfonctionnements et des réussites des gens qui y vivent et qui la gouvernent, elle est ce qu'ils en font. Elle peut être accusée, bien souvent à juste titre, d'être néolibérale, à trois vitesses ou discriminante, ou pire encore, mais ce n'est pas en tant qu'objet urbain qu'elle est coupable. C'est en tant que projet politique collectif qu'elle peut le devenir. / Alexandre Grondeau

/ Repenser la ville de demain

Quelles transformations au sein de nos villes et de nos disciplines ce virus enclenchera-t-il ?

Par Aziza Chaouni, architecte urbaniste, professeure à l'université de Toronto

Depuis des siècles déjà, l'architecture et l'urbanisme ont été les fers de lance de l'action contre les nombreuses pandémies qui décimèrent nos villes. De la peste bubonique, qui a anéanti au moins un tiers de la population européenne au XIV^e siècle et a incité des améliorations urbaines radicales durant la Renaissance, dont la création de vastes espaces publics, aux épidémies du XX^e siècle (tuberculose, polio, typhoïde et grippe espagnole) qui ont été à l'origine de l'urbanisme moderne, de l'élimination des bidonvilles, de la réforme de l'habitat et de la gestion des déchets, les fléaux épidémiques ont souvent poussé l'architecture et l'urbanisme à évoluer. Qu'en sera-t-il avec le Covid-19 ?

Il est clair que le coronavirus a, et aura certainement, un impact tout aussi profond sur notre manière d'appréhender notre environnement urbain. Il ébranle nombre de nos convictions, autant sur la « santé » de nos villes que sur les outils utilisés pour les concevoir. Des outils dont bon nombre n'ont point changé depuis un siècle. En effet, nos villes actuelles ne sont ni prêtes à affronter la crise actuelle du Covid-19, avec ses périodes de confinement et de déconfinement, ni ses probables résurgences futures, et encore moins d'autres pandémies, peut-être plus virulentes. Nous avons été témoins que nos villes, face au virus, sont non seulement insuffisamment résilientes pour s'ajuster rapidement et se reconfigurer avec agilité, mais aussi insuffisamment égalitaires pour offrir des espaces de vie convenables et sécurisés pour tous. En fait, le coronavirus a mis en exergue les défaillances de nos milieux urbains, que nous savions déjà peu adaptés face aux crises, comme celles liées au changement climatique et aux flux migratoires.

DES OUTILS PROMETTEURS

Cependant, le Covid-19 a mis en lumière des outils prometteurs pour la ville de demain, mais qui restent encore peu utilisés. Si la plupart existaient déjà, la pandémie a permis d'en dévoiler le véritable potentiel en temps de crise. Parmi ces outils, il y a l'architecture modulaire, comme celle de deux unités de soins de 1000 et 1600 lits préfabriquées en usine et montées *in situ* à Wuhan en deux semaines, tout comme celle des capsules de soins intensifs « CURA » du professeur du MIT Carlo Ratti, qui a équipé des containers avec des systèmes de confinement biologique et des corridors gonflables.

Un autre outil, déjà en essor avant le Covid-19, est la réutilisation adaptative de bâtiments tels que le complexe sportif Billie Jean King National Tennis Center à New York transformé en hôpital et en centre de distribution de repas.

L'architecture légère et mobile a repris des galons avec, notamment, l'hôpital gonflable de 1800 m² installé dans l'État d'Hidalgo au Mexique. Par ailleurs, de nombreuses villes ont fait le pari d'élargir leurs voies piétonnes afin d'aider les citoyens à circuler tout en respectant la distanciation physique. La ville de Toronto, par exemple, a mis en place ActiveTO, un programme qui régle plus de 50 km de rues réservées aux piétons et aux mobilités douces.

UNE NOUVELLE ATTRACTIVITÉ

Enfin, la prévalence de la communication à distance lors du confinement a banalisé le télétravail, l'*e-learning* et l'*e-entertainment*, remettant en question les besoins en transports chronophages et polluants. De surcroît, l'acceptation accrue de la connectivité numérique pourrait rendre les petites villes et les territoires ruraux attractifs pour les télétravailleurs, au détriment des mégapoles. La pandémie remet, en effet, en question la durabilité des grands centres urbains, qui souffraient déjà du manque de logements abordables, d'inégalités socio-économiques croissantes, de l'étalement urbain et de la vétusté de leurs infrastructures.

À une échelle plus petite, le télétravail a transformé l'espace domestique, qui a dû devenir multifonctionnel et pluriel, et le lieu d'innovations *do it yourself* – jamais le bricolage ne fut aussi populaire qu'en ces temps de pandémie. Aussi, avec la fermeture des parcs et des espaces verts, les espaces extérieurs domestiques de tout type (terrasse, balcon, patio, jardin, escalier de secours, etc.) ont été revalorisés et réinvestis de manière judicieuse.

En tant qu'urbanistes, architectes et paysagistes, nous nous devons de questionner la pertinence des outils précités au-delà de la pandémie actuelle et d'autres à venir. Et si nous les utilisons pour re-conceptualiser nos quartiers, nos espaces publics, nos moyens de transport, nos lieux de vie et de travail, dans le but de répondre à des problèmes impérieux tels le changement climatique, les catastrophes naturelles, la pollution, les inégalités sociales, la pénurie de logements et l'étalement urbain ?

Nous ne pouvons plus nous permettre d'être dépassés. Nous devons être proactifs, et non réactifs. Nous devons développer des outils plus résilients, plus holistiques en adéquation avec les défis actuels et ceux à venir. En d'autres termes, il est temps de re-imaginer nos professions. / Aziza Chaouni

/ Éloge de la terrasse

Les architectures postmodernes, trop souvent méprisées, apportent bien des leçons pour l'après-Covid-19. Par Jean-Louis Violeau, sociologue

Nous imposant évitement et confinement, le pouvoir (médical et politique, bio-pouvoir comme il a été amplement rappelé) nous aura curieusement conduits à vivre ensemble peut-être plus intensément que nous ne l'aurons jamais fait. C'est le propre de toute crise que de chercher à instaurer sa raison supérieure. Une crise comme celle que nous traversons renferme une signification et des effets qui dépassent ses seuls contenus sanitaires et économiques immédiats. Mais il faut éviter qu'elle instaure sans contre-feux sa seule raison supérieure.

Comment imaginer le monde « d'après » – quoi qu'en ait Michel Houellebecq. D'abord, en s'attachant au rythme, contre ce rythme imposé par la crise. Les rythmes sont sources de pouvoir et ont une fonction politique. Comment, dans le logement, préserver dès lors l'« idiorythmie » (Roland Barthes) de chacun : vivre ensemble, mais chacun à son propre rythme, ensemble mais séparés, toujours un peu.

Ensuite, et très concrètement, spatialement parlant, une terrasse, évidemment, enfin un balcon au moins ! Les architectures aujourd'hui trop souvent méprisées, car issues de ce que l'on a dénommé le postmodernisme, apportent en ce sens bien des leçons : les prolongements y sont nombreux, jardinés souvent, les balcons y sont légion, et surtout les terrasses y sont fréquentes, très fréquentes au regard de la production contemporaine, trente-cinq à quarante ans plus tard, comme si une qualité d'usage s'était perdue au fil des années sous le joug de la rentabilité financière.

En ville dense, plus qu'une simple excroissance spatiale du logement, la terrasse devrait être considérée comme la partie la plus intime de l'espace public. Pourquoi ne pas déduire

une partie de son coût de celui du seul logement (et de sa surface habitable) pour le reporter sur les coûts endossés par la collectivité dans la fabrique des espaces publics collectifs – d'une manière ou d'une autre, « bonus » foncier, report de charges... C'est en effet plutôt une contrainte de bilans comptables qui voit les promoteurs se refuser à financer ces prolongements extérieurs, qui, pourtant, et chaque acteur le sait bien, sont des arguments de vente sans équivalent.

RETOUR DE L'HYGIÉNISME

Quant aux bow-windows, ils ont montré toute la pertinence d'ouvrir l'intérieur pour un peu de lumière supplémentaire, quand bien même perturberaient-ils le dessin bien réglé d'une façade. Enfin, s'il est utile de le rappeler, le mur-rideau n'autorise pas le balcon. Il est en revanche évident que nous allons assister à un retour en force de l'hygiénisme en architecture – contre lequel s'était justement élevé et construit le postmodernisme.

Ces terrasses, ces bow-windows et ces balcons, on les trouve à Paris, côté logement social, dans les opérations oubliées de Michel Duplay, rue de la Py, rue d'Aubervilliers ou, plus tardivement, quai de Jemmapes. Chez Yves Jenkins, rue Eugène Carrière, chez AUSIA, rue Sthrau, chez Martin Van Treeck, dans sa spectaculaire « révision », en face de ses Orgues de Flandre, au 142 avenue de Fontarabie... Pendant que les volontés encamaradées du « renaudisme » construisaient un peu partout une banlieue rouge et alternative.

Côté privé, on trouve ces prolongements multiples dans les quartiers chics chez Dominique Hertenberg et Jacques Vitry, chez Jean-Jacques Fernier (décédé en mars) et André Biro, sans oublier le trio Anger-Heymann-Puccinelli, ces marginaux

de l'intérieur qui avaient fait des prolongements de leurs logements le principe cinétique de leur écriture architecturale. Andrault (lui aussi décédé des suites du Covid) et Parat ont su multiplier leurs « maisons-grands-jardins » en Ile-de-France pour y offrir les qualités de l'individuel (la terrasse-jardin et la double entrée) tout en maintenant une densité comparable à celle des immeubles collectifs. La mobilité des occupants y a été faible et la satisfaction plutôt élevée, la plupart de ces opérations livrées en accession sociale à la propriété étant aujourd'hui devenues des résidences privées. Et puis n'oublions pas les « inconnus » qui ont énormément construit dans Paris et ses environs, Michel Reboul et A2r et leurs immeubles d'angle des rues Clovis, Brochant, Saint-Jacques, de Charonne... Et Raymond Ichbiah, qui s'offrit le luxe d'une demi-rue (Vaugelas) dans le 15^e et même un cœur d'îlot entier dans le 7^e, Ichbiah, l'un des architectes favoris de la Cogedim – bien avant Altarea, donc. En ce temps-là, Nexity n'était pas encore né, Kaufman livrait surtout des maisons, et la promotion privée, France Construction, la Franco Suisse ou Les Nouveaux Constructeurs, était (encore) un peu méprisée...

Cette architecture postmoderne était, elle aussi, issue d'une « crise », économique après 1973, mais avant déjà d'une profonde et durable crise du consentement, après les premières déceptions nées de la rencontre des masses avec le décor que leur proposaient les « grands ensembles ». Un sociologue a été parmi les premiers à l'identifier cette crise, signant avec Madeleine Lemaire, en 1970, un article au titre qui fit date et résume à sa façon notre situation : « Proximité spatiale et distance sociale ». Le sociologue Jean-Claude Chamboredon (cf. p. 74) nous a quittés, le 31 mars. / **Jean-Louis Violeau** (14 mai 2020)

/ Pour une urbanité piétonnière

L'échappatoire douce. Par Hélène Hatzfeld, chercheuse en science politique

Avec le confinement, nous, citadins, avons découvert la rue vide, comme nous ne l'avions jamais vue. Tout l'espace entre deux immeubles est à nous (ou plutôt à moi)... La ville se donne à voir dans ce qui fait son identité : ce vide bordé de façades singulières. Mon parcours déroule le palimpseste urbain discontinu, en un lent travelling liant pavillons datés et signés et immeubles de bureaux anonymes.

Marcher sur le trottoir ? À quoi bon ? On est plus à l'aise au milieu de la chaussée pour se côtoyer sans se toucher les côtes ! Encore faut-il que ce droit soit reconnu, même si la rue est vide... Je marche à pas rapides sur la chaussée d'une rue tranquille dans ma ville de la banlieue parisienne. Une voiture de police, lentement, me double : « *Veillez marcher sur le trottoir, s'il vous plaît !* » L'injonction est polie mais ferme. Elle rappelle la règle de la sécurité urbaine : au piéton, son mètre d'espace. Elle en questionne d'autant plus le bien-fondé en un temps propice à de nouvelles pandémies.

Avec le déconfinement et le retour à la normalité, la ville révèle ses paradoxes. Tous covidables, tous hygiénisés, nous sommes soumis à une double injonction : se tenir à distance d'autrui et marcher sur le trottoir. Sécurité sanitaire et sécurité de déplacement s'entrechoquent. Première échappatoire : vive la voiture ! C'est la bulle, (apparemment) plus hygiénique que les transports en commun pour circuler ! Cercle vicieux des embouteillages : chassons le virus par la fenêtre, il revient par le pot d'échappement. Tous en serre dans notre voiture ou notre

bus « propre », nous n'échappons pas non plus à l'effet de serre ! C'est l'impasse.

Alors, échappatoire douce : accorder un espace spécifique aux vélos, trottinettes et autres mini-bolides. La création ou le balisage de pistes cyclables plus larges est en cours dans plusieurs villes. Reste le casse-tête du piéton et de son bout de trottoir.

Comment maintenir une distance minimale d'un mètre sur un trottoir qui mesure souvent moins de deux mètres de large, auxquels il faut soustraire les plots anti-stationnement, les poteaux électriques, les arrêts de bus, et parfois quelques troncs d'arbres ? Première solution : tant pis pour le piéton que je croise ou dépasse au plus près... au risque de recevoir regards malveillants, propos agressifs... et de distribuer postillons contaminés... Deuxième solution : adopter la chorégraphie urbaine : l'art de la torsion, de l'évitement, de l'esquive, du changement de pied ; l'art de la file indienne, du défilé (de mode ?).

Une nouvelle urbanité est possible : une urbanité piétonnière. En reprogrammant nos codes sensoriels de la distance, comme les voitures intelligentes ont appris à se garer sans heurter les voitures environnantes. En repensant le trottoir comme espace piétonnier de qualité. En repartageant et redimensionnant les espaces de circulation.

Là où la configuration et le vide urbains le permettent. Là où surtout la volonté politique est forte et partagée. /

Hélène Hatzfeld

À Cannes, devant une peinture murale du collectif Vertical Pulse (mai 2020)
© Valéry Hache/AFP

